

Critique des droits négociables de procréation comme mesure de contrôle de la population

Georges-Philippe Gadoury-Sansfaçon

Volume 9, numéro 2, 2026

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1124216ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1124216ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Programmes de bioéthique, École de santé publique de l'Université de Montréal

ISSN

2561-4665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gadoury-Sansfaçon, G.-P. (2026). Critique des droits négociables de procréation comme mesure de contrôle de la population. *Canadian Journal of Bioethics / Revue canadienne de bioéthique*, 9(2), 161–164. <https://doi.org/10.7202/1124216ar>

Résumé de l'article

Cet article propose une critique féministe approfondie des droits négociables de procréation (DNP), une mesure proposée pour contrôler la croissance démographique mondiale. L'analyse démontre que les DNP renforceraient les injustices économiques et sociales, tout en introduisant une dimension eugéniste problématique. L'article souligne la nécessité d'élaborer des politiques démographiques respectueuses de l'équité, de la justice sociale et des libertés individuelles.

© Georges-Philippe Gadoury-Sansfaçon, 2026



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

CRITICAL COMMENTARY (PEER-REVIEWED)

Critique des droits négociables de procréation comme mesure de contrôle de la population

Georges-Philippe Gadoury-Sansfaçon^{a,b}

Résumé

Cet article propose une critique féministe approfondie des droits négociables de procréation (DNP), une mesure proposée pour contrôler la croissance démographique mondiale. L'analyse démontre que les DNP renforceraient les injustices économiques et sociales, tout en introduisant une dimension eugéniste problématique. L'article souligne la nécessité d'élaborer des politiques démographiques respectueuses de l'équité, de la justice sociale et des libertés individuelles.

Mots-clés

droits négociables de procréation, contrôle démographique, justice sociale, eugénisme, politiques démographiques, bienfaisance procréative

Abstract

This article offers an in-depth feminist critique of Tradeable Procreation Entitlements (TPE), a measure proposed to control global population growth. The analysis demonstrates that TPEs would reinforce economic and social injustices while introducing a problematic eugenic dimension. The article highlights the need to develop population policies that respect equity, social justice and individual freedoms.

Keywords

tradeable procreation entitlements, population control, social justice, eugenics, population policies, procreative beneficence

Affiliations

^a Programmes de bioéthique, Département de Médecine sociale et préventive, École de santé publique, Université de Montréal, Montréal, Québec, Canada

^b Département des études médicales prédoctorales, Faculté de Médecine et des Sciences de la Santé, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, QC, Canada

Correspondance / Correspondence : Georges-Philippe Gadoury-Sansfaçon,
georges-philippe.gadoury-sansfacon@umontreal.ca

INTRODUCTION

L'essor récent des préoccupations entourant l'urgence climatique, la disponibilité limitée des ressources naturelles et les défis économiques liés à une population mondiale en forte croissance ravive les débats sur les politiques démographiques et leur justification morale. Alors que la planète approche du seuil symbolique de dix milliards d'individus (1), les questions d'alimentation, d'eau potable, de logement et d'accès aux soins de santé deviennent critiques, notamment dans les régions les plus vulnérables (2). Ces situations problématiques amplifient les inégalités existantes et poussent les autorités décisionnelles à envisager des interventions pour limiter la croissance démographique mondiale, souvent au prix de restrictions importantes des libertés individuelles, de la vie privée ou du droit à l'autodétermination reproductive.

Un exemple marquant d'une telle intervention est la politique chinoise de l'enfant unique, instaurée en 1979 pour contrôler une surpopulation alors perçue comme menaçant gravement les ressources économiques et environnementales du pays (3). Bien que cette mesure ait réduit de manière significative le taux de natalité à court terme, elle a aussi provoqué des conséquences sociétales profondes. En effet, le vieillissement rapide de la population chinoise, couplé à une diminution drastique de la proportion de jeunes adultes en âge de travailler, entraîne aujourd'hui une pression socioéconomique majeure, sans parler de l'impact sur l'équité et le ratio des sexes (4,5). Ce déséquilibre démographique compromet désormais la viabilité des systèmes sociaux et économiques qui reposent sur une main-d'œuvre jeune et active pour soutenir financièrement et matériellement une population âgée en pleine croissance. Cet exemple met en lumière les défis éthiques et pratiques associés à l'implantation de mesures coercitives de contrôle des naissances, soulignant la nécessité de réfléchir à des approches alternatives.¹ Ces approches devraient également être évaluées à la lumière des risques qu'elles posent pour les droits fondamentaux : toute politique visant à restreindre la procréation soulève inévitablement la question de savoir si l'État peut aussi contraindre certaines personnes à procréer, et dans quelles conditions. Cette tension entre contrôle nataliste et coercition procréative expose le potentiel totalitaire d'un tel système.

LES DROITS NÉGOCIABLES DE PROCRÉATION (DNP)

Déjà en 1964, Boulding proposait le concept de droits négociables de procréation (DNP)² à des fins de gestion des naissances, soulignant explicitement la possibilité de « set up a market [...] in which the rich and the philoprogenitive would purchase them from the poor, the nuns, the maiden aunts, and so on. » (9, p.135-136). Les DNP reposent sur l'idée d'attribuer à chaque individu ou couple un certain nombre de droits reproductifs transférables, permettant ainsi de contrôler le taux de natalité tout en instaurant une logique marchande autour des choix reproductifs.

¹ Pour une étude approfondie de l'éthique des politiques démographiques, voir (6-8).

² Traduction libre de « Tradeable Procreation Entitlements » (9,10). Traductions alternatives considérées : « permis » ou « obligations ».

Chaque droit correspond au droit d'avoir un enfant biologique vivant. Ces droits sont conçus comme négociables et échangeables sur un marché où les prix évoluent selon l'offre et la demande. Cela implique que les personnes disposant de ressources financières suffisantes pourraient acquérir davantage de droits, tandis que les moins fortunées pourraient être incitées à vendre les leurs.

Plus récemment, de la Croix et Grosseries (10) et Bognar (11) ont examiné la viabilité du concept de DNP, cherchant à adapter cette proposition au contexte contemporain et contribuant à renforcer l'argumentaire économique en sa faveur. Toutefois, cette mesure soulève plusieurs questionnements éthiques fondamentaux du point de vue de la justice sociale en raison de son potentiel discriminatoire. Par exemple, les DNP pourraient renforcer les inégalités économiques, en permettant aux plus riches d'acheter des droits supplémentaires tout en contraignant les moins aisés à vendre les leurs. Ces mécanismes pourraient aussi aggraver les discriminations de genre et raciales déjà existantes, affectant particulièrement les groupes économiquement vulnérables. Malgré ces préoccupations, ces enjeux sociaux et éthiques demeurent largement sous-développés dans la littérature existante.

Ce commentaire critique vise précisément à approfondir l'analyse éthique des DNP, soulignant comment ces droits pourraient exacerber les injustices sociales et introduire une dimension eugéniste problématique. Ces enjeux – discriminations, eugénisme et instrumentalisation économique de la vie – constituent quelques-unes des dimensions problématiques que soulève ce type de dispositif. Bien que l'analyse mette l'accent sur ces aspects, ils s'inscrivent dans un ensemble plus vaste de préoccupations éthiques liées au contrôle de la procréation, incluant notamment les atteintes aux libertés individuelles, à la vie privée et au consentement.

EXACERBATION D'INJUSTICES SOCIALES

Les politiques démographiques doivent être examinées au vu des principes de justice sociale et d'équité, notamment lorsqu'elles visent à encadrer ou à restreindre la capacité reproductive des individus (6). Or, les droits négociables de procréation s'inscrivent dans la catégorie des mesures dépopulationnistes (7), c'est-à-dire celles s'attaquant aux enjeux existentiels par une intervention sur le nombre. Ce sont souvent celles dont bénéficient les mieux nantis au détriment des moins bien nantis, souvent au nom du bien commun (12-14).

Ce type de politiques inclut notamment le cas du Pérou qui, dans les années 1990, a imposé la stérilisation forcée à plus de 200 000 femmes issues principalement des communautés rurales, autochtones et défavorisées, dans le cadre d'une politique briguant des arguments de réduction de la pauvreté et de contrôle de la natalité (15). À Singapour, durant les années 1970, le gouvernement a mis en place un système agressif d'incitation à la stérilisation volontaire des femmes peu éduquées après leur deuxième enfant, en offrant notamment des compensations financières et des avantages liés au logement, limitant ainsi gravement la liberté reproductive des populations visées et renforçant les discriminations économiques et sociales existantes (16).

Imaginons une application hypothétique des DNP dans un pays où les inégalités économiques sont prononcées et où l'administration en place prend des décisions et exécute des coupures de services qui ont le potentiel d'exacerber ces inégalités. L'accès aux droits reproductifs supplémentaires deviendrait rapidement inaccessible pour les familles à faible revenu, exacerbant davantage les fractures sociales existantes et soulignant clairement le caractère problématique de cette mesure dans un contexte capitaliste contemporain.

En outre, cette mesure exacerbe les injustices raciales, de genre et de classe, puisque la capacité d'achat sur le marché des droits reproductifs est inégalement distribuée. Ainsi, l'accès effectif à ces droits dépendrait directement des moyens financiers, privilégiant automatiquement les groupes économiquement aisés. Comme illustré précédemment dans le cas fictif, la femme recevant initialement 1,5 DNP mais n'ayant pas les moyens d'acheter le demi-droit supplémentaire nécessaire pour un second enfant serait contrainte de vendre son droit restant. Cette situation limite clairement l'option d'avoir une famille plus grande aux individus capables d'assumer les coûts élevés imposés par le marché, renforçant ainsi les systèmes de pouvoir existants et aggravant les inégalités sociales déjà profondes.

Cet exemple permet aussi de mettre en lumière l'enjeu de consentement libre soulevé par les DNP. Supposons que la femme dispose de très peu de moyens financiers et que sa seule solution pour subvenir à ses besoins est de vendre son droit et demi de procréation, alors que si elle était dans une autre situation financière elle voudrait se prévaloir de son droit; il serait difficile ici de soutenir qu'elle consent librement à cette vente. Bien que les considérations financières poussent quotidiennement l'individu vers des décisions et des responsabilités non désirées (ex. : garder un emploi non stimulant pour subvenir à ses besoins) sans nécessairement compromettre sa liberté de choix, une compensation aussi significative a tout de même le potentiel de nuire de façon significative et existentielle à l'expression d'un consentement suffisamment libre.

La mesure est aussi teintée d'un eugénisme négatif par le fait qu'elle crée une limitation inégale des droits reproductifs de groupes précis — ici, ceux qui ne pourront pas se permettre l'achat de droits supplémentaires³ ou qui n'auront pas d'autre choix que de vendre leurs droits. Les enjeux susmentionnés ont donc la possibilité de dissuader des groupes traditionnellement victimes de discrimination par rapport à la reproduction au profit des plus riches. La mesure s'inscrit donc dans le même ordre d'idées que plusieurs tentatives de supprimer la fertilité des uns et d'augmenter la fertilité des autres, ce qui renforce son caractère eugéniste.

³ Pour une critique de la nécessité d'avoir plus d'un enfant pour répondre aux droits reproductifs, voir (17).

LA BIENFAISANCE PROCRÉATIVE ET L'ENJEU DÉMOGRAPHIQUE

En parallèle, Bognar (11) soutient que les considérations de justice sociale ne sont pas justifiées, et propose un contre-argumentaire passant par l'application du principe de bienfaisance procréative à l'enjeu démographique.

D'abord, il s'appuie sur des observations dans les pays développés selon lesquelles plus les individus deviennent riches, moins leur famille tend à être grande. Il suggère ainsi que la demande des plus riches serait beaucoup moins élevée que nous l'imaginions instinctivement. Néanmoins, considérant l'éventualité où cette observation s'avérerait non applicable dans une situation de droits négociables de procréation, il réfère au modèle économique d'analyse de la mesure présenté par de la Croix et Grosseries (10). Ce modèle soutient que les inégalités seraient réduites à long terme puisque la situation des moins bien nantis s'améliore après la vente. En d'autres mots, la mesure contribuerait dans certaines circonstances à diminuer les disparités financières puisqu'elle entraînerait une redistribution progressive des ressources aux plus pauvres, ayant donc un effet positif sur la justice sociale à long terme. Il propose également que les gouvernements pourraient distribuer plus de ressources aux moins bien nantis pour leur permettre de participer au marché ou acheter les droits pour eux.

Il soutient également qu'au bout du compte, le principe de bienfaisance procréative, selon lequel nous avons l'obligation morale de sélectionner l'enfant ayant la plus grande chance de mener une meilleure vie, traditionnellement soulevé en lien avec le diagnostic préimplantatoire (18), s'applique à l'enjeu démographique et justifie les conséquences sociales potentielles.⁴ Il affirme qu'en fin de compte, ce n'est pas une mauvaise chose si davantage d'enfants naissent de familles mieux nanties :

If children are born to worse off parents, then they get a worse start in life than children who are born to better off parents. If social policy can affect the kind of start children get in life, then, arguably, it should do so; if it can make such an impact impersonally, then, arguably, it should do so too. (11, p.9)

Les premiers arguments présentés par Bognar s'appuient sur une évolution hypothétique des enjeux à long terme pour justifier l'implantation de DNP en matière de justice sociale, mais font par le fait même abstraction des enjeux individuels en découlant à court terme. Or, la considération de la situation et des droits (ici reproductifs) des individus est au cœur des réflexions d'égalité et d'équité propres à la justice sociale; proposer une diminution de la pauvreté à long terme par une pénalisation de la pauvreté va donc à l'encontre des convictions promues. L'idée qu'un paiement unique puisse faire une différence significative à long terme dans ce contexte est également questionnable en l'absence de mesures se penchant sur les déterminants structurels de la pauvreté (21).

Le raisonnement présenté ne réussit pas non plus à justifier la transposition du principe de bienfaisance procréative à l'enjeu démographique. La prémisse composée selon laquelle de pouvoir agir sur le type de départ s'ensuit le devoir d'agir ne suffit pas à justifier que la politique sociale devrait spécifiquement agir par le biais de DNP. Bognar sous-entend également une conception capitaliste et eurocentrique de la bonne vie et du meilleur départ selon laquelle leur caractère « bon » est proportionnellement lié à l'argent. Ce faisant, il appose un faux dilemme entre la pauvreté extrême et la richesse et présente une généralisation abusive et une vision préjudiciable des conditions de vie des individus qui ne font pas partie des plus aisés.

CONCLUSION

Il apparaît donc que les droits négociables de procréation ne constituent pas une mesure justifiable de contrôle démographique, principalement en raison de leur effet exacerbant sur les injustices sociales. Cette conclusion découle directement de l'analyse proposée, qui souligne comment ces mesures renforcent les inégalités déjà présentes dans les sociétés contemporaines. En permettant aux plus riches d'acquiescer des droits reproductifs supplémentaires, les DNP introduisent non seulement une dimension profondément discriminatoire, mais également une forme d'eugénisme économique susceptible de limiter la reproduction des groupes les moins favorisés.

En outre, bien que les arguments en faveur de telles mesures, comme ceux de Bognar, puissent invoquer une amélioration hypothétique des conditions socio-économiques à long terme, ils négligent systématiquement les impacts individuels immédiats, lesquels sont pourtant cruciaux dans une perspective de justice sociale. L'application du principe de bienfaisance procréative dans ce contexte s'avère problématique, puisqu'elle présuppose une hiérarchisation des conditions de vie basée principalement sur des critères économiques réducteurs et eurocentriques, ignorant ainsi la complexité et la diversité des réalités vécues par les individus moins aisés financièrement.

En cela, les DNP ne représentent pas uniquement un enjeu de justice sociale, mais également un glissement possible vers une gouvernance biopolitique autoritaire, dans laquelle les corps reproducteurs deviennent des objets de régulation étatique ou marchande. Le fait d'instaurer un marché des naissances implique une surveillance constante, une gestion centralisée des droits reproductifs et de la contraception, et donc une réduction significative de la sphère privée.

Enfin, au-delà des DNP, plusieurs autres mesures démographiques méritent également un examen approfondi quant à leur justification éthique, particulièrement dans un contexte de population croissante. Des propositions frappantes comme l'installation obligatoire d'un implant contraceptif avant la puberté mettent en lumière la nécessité de développer des cadres d'analyse éthique rigoureux afin de prévenir les dérives potentiellement liberticides et discriminatoires.

⁴ Pour une critique de la nature impersonnelle du principe de bienfaisance procréative, voir (19,20).

Il existe par ailleurs des leviers reconnus qui, sans imposer de restrictions, contribuent à soutenir des choix reproductifs réfléchis et autonomes. L'amélioration de l'accès à l'éducation, la disponibilité universelle de la contraception, ainsi que les politiques de soutien à la parentalité sont autant d'initiatives qui peuvent influencer les taux de natalité tout en respectant les droits et les libertés individuelles. Il demeure toutefois essentiel que ces interventions s'inscrivent dans une logique de promotion de l'autonomie et de justice sociale, et non dans une stratégie implicite de gestion démographique.

L'exploration attentive des implications sociales et éthiques des politiques démographiques demeure donc essentielle afin d'assurer que les approches choisies respectent véritablement les principes fondamentaux d'équité, de justice sociale et de respect des libertés individuelles.

Reçu/Received: 22/03/2025

Remerciements

L'auteur tient à remercier Vardit Ravitsky et Bryn Williams-Jones pour leurs commentaires en lien avec le manuscrit.

Conflits d'intérêts

Le doctorat de l'auteur est supervisé par Bryn Williams-Jones, éditeur en chef du CJB/RCB. M. Williams-Jones n'a pas participé à l'évaluation ni à l'acceptation du texte.

Publié/Published: 16/03/2026

Acknowledgements

The author would like to thank Vardit Ravitsky and Bryn Williams-Jones for their comments on the manuscript.

Conflicts of Interest

The author's PhD is supervised by Bryn Williams-Jones, Editor-in-Chief of the CJB/RCB. Prof. Williams-Jones was not involved in the evaluation or acceptance of the text.

Édition/Editors: Aliya Afddal

Les éditeurs suivent les recommandations et les procédures décrites dans le [Core Practices](#) de COPE. Plus précisément, ils travaillent pour s'assurer des plus hautes normes éthiques de la publication, y compris l'identification et la gestion des conflits d'intérêts (pour les éditeurs et pour les auteurs), la juste évaluation des manuscrits et la publication de manuscrits qui répondent aux normes d'excellence de la revue.

The editors follow the recommendations and procedures outlined in the COPE [Core Practices](#). Specifically, the editors will work to ensure the highest ethical standards of publication, including: the identification and management of conflicts of interest (for editors and for authors), the fair evaluation of manuscripts, and the publication of manuscripts that meet the journal's standards of excellence.

RÉFÉRENCES

1. United Nations. [World Population Prospects 2024](#). New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division; 2024.
2. Lam D. [The next 2 billion: can the world support 10 billion people?](#) *Popul Dev Rev.* 2024;51(1):63-102.
3. Zhang J. [The evolution of China's one-child policy and its effects on family outcomes.](#) *J Econ Perspect.* 2017;31(1):141-60.
4. Li H, Yi J, Zhang J. [Estimating the effect of the one-child policy on the sex ratio imbalance in China: identification based on the difference-in-differences.](#) *Demography.* 2011;48(4):1535-57.
5. Zhang Y, Goza FW. [Who will care for the elderly in China?](#) *J Aging Stud.* 2006;20(2):151-64.
6. Andersson H, Brandstedt E, Torpman O. [Review article: The ethics of population policies.](#) *Crit Rev Int Soc Polit Philos.* 2021;27(4):635-58.
7. Bhatia R, Sasser JS, Ojeda D, Hendrixson A, Nadimpally S, Foley, EE. [A feminist exploration of 'populationism': engaging contemporary forms of population control.](#) *Gend Place Cult.* 2020;27(3):333-50.
8. Page EA. [Justice between generations: investigating a sufficientarian approach.](#) *J Glob Ethics.* 2007;3(1):3-20.
9. Boulding K. *The Meaning of the Twentieth Century: The Great Transition.* London: Routledge; 1964.
10. de la Croix D, Gosseries A. [Population policy through tradable procreation entitlements.](#) *Int Econ Rev.* 2009;50(2):507-42.
11. Bognar G. [Overpopulation and procreative liberty.](#) *Ethics Policy Environ.* 2019;22(3):319-30.
12. Bandarage A. *Women, Population and Global Crisis: A Political-Economic Analysis.* London: Zed Books; 1997.
13. Hartmann B. *Reproductive Rights and Wrongs: The Global Politics of Population Control.* Chicago: Haymarket Books; 2016.
14. Schultz S. [Reproducing the nation: the new German population policy and the concept of demographization.](#) *Distinktion J Soc Theory.* 2015;16(3):337-61.
15. Vasquez Del Aguila E. [Precarious Lives: forced sterilisation and the struggle for reproductive justice in Peru.](#) *Glob Public Health.* 2022;17(1):100-14.
16. Rowlands S, Regmi PR. [The use of forced sterilisation as a key component of population policy: comparative case studies of China, India, Puerto Rico and Singapore.](#) *Indian J Public Adm.* 2022;68(2):271-84.
17. Conly S. [One child: do we have a right to more?](#) *J Popul Sustain.* 2016;1(1):27-34.
18. Savulescu J. [Procreative beneficence: why we should select the best children.](#) *Bioethics.* 2001;15(5-6):413-26.
19. Stoller SE. [Why we are not morally required to select the best children: a response to Savulescu.](#) *Bioethics.* 2008;22(7):364-9.
20. Bennett R. [The fallacy of the principle of procreative beneficence.](#) *Bioethics.* 2009;23(5):265-73.
21. Winkler-Schor S, Brauer M. [What happens when payments end? Fostering long-term behavior change with financial incentives.](#) *Perspect Psychol Sci.* 2024;20(5):925-40.